



LE YEMEN : VIOLENCES SECTAIRES ET GUERRE DE PROCURATION

Denis Bauchard

*Spécialiste du monde arabe; consultant pour le Moyen-Orient, Institut français des relations internationales (IFRI);
ancien diplomate et ambassadeur en Jordanie; ex-président de l'Institut du Monde Arabe.*

Le Yémen apparaît au Moyen-Orient comme un pays isolé, pauvre, en marge du monde arabe, traversé par une violence endémique, oublié de Dieu. Il a connu depuis cinquante ans une longue guerre civile après la déposition de l'émir Yahia puis une période de stabilité non exempte de secousses. Dans la première décennie du XXIème siècle, les défis se multiplient : les révoltes tribales, notamment dans le nord du pays, les prises d'otages, la menace d'une sécession du Sud mal intégré, le développement de la présence d'Al Qaïda et plus récemment de Daech, sont autant d'éléments de troubles. Depuis l'éclosion du printemps arabe en 2011, le pays a basculé dans une nouvelle guerre civile dans laquelle s'affrontent par procuration l'Iran et l'Arabie saoudite.

Quels sont les enjeux ? Comment se déroulent ces affrontements ? Quel bilan provisoire peut-on tirer de la situation actuelle et quelles sont les perspectives de règlement ? Telles sont les questions auxquelles cette présentation essaiera de répondre.

I / UN PAYS STRATÉGIQUE.

Le pays est stratégique à plusieurs points de vue.

Sa situation géographique, à proximité du détroit de Bab al-Mandeb, qui contrôle l'entrée et la sortie de la Mer Rouge, en fait une zone très sensible, à proximité d'une route maritime majeure qui relie l'Europe au sous-continent indien, à la Chine et l'Extrême-Orient. Cette route voit passer environ le tiers du commerce mondial, représenté en particulier par les hydrocarbures. Cette position explique que la Grande Bretagne se soit installée à Aden pendant plus d'un siècle. L'enjeu est donc d'abord d'assurer la sécurité de cette route maritime, avec le souci que le Yémen ne devienne pas une base arrière de pirates, comparable à celle de Somalie, qui puisse perturber le commerce international. Ce caractère sensible est

ressenti particulièrement par l’Égypte dont les recettes du canal de Suez -5Mds/\$ - représentent un des piliers de son économie, mais également par les pays européens et les pays émergents d’Asie.

Le Yémen est également l’arrière cours de l’Arabie saoudite. Le roi Ibn Saoud, sur son lit de mort avait rappelé très cyniquement que « le bonheur du Royaume réside dans la misère du Yémen ». Il est en effet pour l’Arabie saoudite un réservoir de main d’œuvre servile nécessaire au fonctionnement de son économie. Avec 26 millions d’habitants, sa population est plus importante que celle des Saoudiens de souche.¹ Royaume. Les tribus montagnardes, souvent querelleuses, représentent une menace potentielle pour sa sécurité. Ceci explique qu’en 1934, l’Arabie saoudite ait annexé trois provinces yéménites – Asir, Jizane et Wajran – et ait poursuivi une politique d’ingérence, en s’interposant directement dans la guerre civile en soutenant la monarchie, en jouant les tribus les unes contre les autres, en intervenant contre la révolte Houthiste dès 2009 et en jouant en 2011 un rôle décisif dans le départ du président Saleh.

Le Yémen est devenu un vivier djihadiste où s’affrontent plusieurs groupes violents. L’AQPA - Al Qaïda dans la péninsule arabique - né de la fusion de groupes djihadiste opérant dans le pays et en Arabie saoudite, est un des groupes franchisés d’Al-Qaïda parmi les plus entreprenants. Il est présent et actif à l’intérieur, notamment dans les provinces du sud-est (Al-Abyan, Shabwa et Hadramout) mais également dans la région d’Aden. Il l’est aussi à l’extérieur du pays : il a été à l’origine de la tentative d’attentat en 2009 sur le vol Amsterdam-Detroit. Il a condamné à mort les journalistes de Charlie Hebdo, sentence exécutée le 7 janvier 2015 par les frères Kouachi, dont l’un avait séjourné au Yémen.

Cependant le mouvement a été affaibli par la mort de plusieurs de ses responsables tués par des drones américains, notamment Nasser Al-Wahishi, qui était également le numéro 2 d’Al-Qaïda centrale. Mais surtout il est en concurrence directe avec Daech, qui a profité de la confusion sur le terrain pour s’y installer en commettant plusieurs attentats spectaculaires, notamment celui contre deux mosquées chiïtes à Sanaa en mars 2015, dont le bilan a été lourd (142 morts, 351 blessés). En décembre 2015, il assassine le gouverneur d’Aden. Il est indéniable que Daech recrute parmi les combattants d’Al-Qaïda. Ainsi la menace terroriste au Yémen ou en provenance de ce pays s’est accentuée.

II/ LE YEMEN UN NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE.

Depuis 2014, le pays connaît des affrontements violents qui ont débouché sur une véritable guerre. Comment une simple querelle tribale limitée géographiquement est-elle devenue une guerre civile débouchant sur un conflit régional ? Le Yémen est en effet devenu un nouveau champ de bataille par procuration entre l’Arabie saoudite et l’Iran. Cette situation s’explique par la conjonction de plusieurs facteurs.

¹ / L’Arabie saoudite aurait en 2014, selon l’OCDE, une population totale 29,2 millions d’habitants dont 9,4 millions d’étrangers.

Des forces intérieures antagonistes ont contribué à cette violence. En effet le pacte fondateur qui liait les trois grands « prédateurs² » que sont le président Abdallah Saleh, le général Ali Mohsen, commandant la 1^{ère} division blindée et Hamid Al-Ahmar, président de la puissante confédération tribale des Hached et du parti islamiste al-Islah, a été rompu. Ce pacte a assuré une certaine stabilité pendant plusieurs décennies, fondée sur un partage du pouvoir politique et une répartition des profits importants générés par la production et la commercialisation du qat, la drogue nationale.

Mais le printemps arabe qui touche le Yémen début 2011 conduit à la rupture de ce pacte d'autant plus que le président Saleh a été victime d'un attentat qu'il a imputé à ses anciens partenaires. Lors de ces événements révolutionnaires, une journaliste, Tawkklo Karman, affiliée au parti al-Islah, qui devait partager avec d'autres le prix Nobel de la Paix en 2011, anime l'opposition au président. Celui-ci, en place depuis 1978, avait progressivement remplacé le multipartisme initial en un pouvoir autocratique qui devait susciter une réaction de rejet dans l'opinion. A la suite d'une médiation organisée par l'Arabie saoudite, il échange son départ du pouvoir contre une immunité. Cependant, Abdallah Saleh, de retour au Yemen, continue à jouer un rôle en coulisses à travers ses fils qui contrôlent les services de renseignements et à travers le seul parti un peu structuré, le Congrès populaire général. Il revient à Sanaa en

La révolution n'a pas été sanglante au départ : un dialogue national s'est développé, animé par les représentants de la société civile. Un processus de transition est établi sous l'égide des Nations unies. Le nouveau président, Abd Rabbo Mansour Hadi, qui est un homme du sud, sans ambition et sans envergure, met en place un gouvernement d'union nationale. Il est vite dépassé par les événements. Le processus se délite et est largement saboté par Abdallah Saleh et son clan.

Dans la région de Saada, au nord du pays, la tribu des Houthistes, qui se réclame du zaïdisme, se sent délaissée alors que règne une grande pauvreté dans la région et marginalisée alors qu'un renouveau religieux apparaît avec le mouvement de la « Jeunesse croyante ». Une première révolte éclate en 2004, prend une nouvelle ampleur en 2009, provoquant une intervention saoudienne peu conclusive. Profitant de la confusion qui règne dans le pays, la révolte reprend en 2014. Les Houthistes conquièrent d'abord le nord du pays, puis, avec la complaisance de l'ancien président Saleh, prennent Sanaa en septembre 2014, et les principales villes du pays, y compris Aden. Le gouvernement légal se réfugie précipitamment à Ryad. Une partie de l'armée rejoint les Houthistes, une autre reste loyale au gouvernement. Ce développement inattendu provoque une réaction de l'Arabie saoudite qui ne peut admettre qu'un régime qui lui serait hostile s'installe dans son arrière cours.

Ainsi on assiste à un conflit tribal qui dégénère en problème national et provoque des interventions extérieures. Pour l'Arabie saoudite, il s'agit de la première application de la doctrine du nouveau roi, Salman. Celui-ci considère que les Etats-Unis ne sont plus des alliés fiables et ne leur fait plus confiance pour assurer la sécurité du Royaume : l'Arabie saoudite doit s'impliquer directement et ne compter que sur elle-même pour faire face aux menaces qui l'entourent, en s'appuyant sur les pays frères, les pays arabes du Golfe et au-delà, notamment le Pakistan. Le Royaume développe alors une double offensive.

² / Voir sur ce point la note de l'ifri de François Frison-Roche : « Transition et négociations au Yémen : le rôle de l'ONU » publié en ligne en juin 2015

Sur le plan diplomatique, il provoque la création d'une coalition de dix pays qui comprend outre les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, l'Égypte, la Jordanie et le Pakistan et qui est annoncée le 29 mars 2015 à l'occasion du sommet de la Ligue arabe tenu à Cham ach-Cheikh. Il prend l'initiative de faire adopter par le Conseil de sécurité la résolution 2216 qui appelle au retrait immédiat et sans condition de toutes les zones conquises par les Houthis et qui réaffirme son appui au gouvernement légal. Sur le plan militaire, Ryad lance, le 26 mars 2015, l'opération « Tempête décisive » puis « Redonner espoir » avec une mise en scène « à l'américaine ». Une centaine d'avion de combats saoudiens mais aussi émiratis sont engagés, 150 mille hommes rassemblés mais qui dans un premier temps ne franchissent pas la frontière. Le problème est que ces troupes au sol sont formées essentiellement de mercenaires, venant du Pakistan, du Soudan voire de Colombie. Cependant l'Arabie saoudite peine à mobiliser ses alliés. L'Égypte, sollicitée n'enverra que quelques bâtiments de guerre au large d'Aden, mais ni troupe au sol, ni avion de combat. Le Pakistan également se récusé. Il n'y a guère que les Emirats arabes unis qui participent véritablement aux opérations. L'objectif est de sécuriser l'espace aérien et d'appuyer les troupes au sol loyalistes, qui se révèlent peu nombreuses et d'une combativité limitée.

De son côté, l'Iran développe la rhétorique de l'indignation et de la fermeté. Le ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, « condamne toute intervention militaire dans les affaires intérieures des pays indépendants », et dénonce « une démarche dangereuse, la violation de la légalité internationale et de la souveraineté nationale ». L'Iran confirme sa volonté de protéger toutes les minorités chiïtes, même si le zaïdisme a peu à voir avec le chiïsme du duodécimain iranien. Il craint que la confusion qui résulte de cette intervention ne profite en définitive qu'aux éléments sunnites les plus radicaux et aux djihadistes. Son appui aux Houthis n'est manifestement pas à la hauteur de la rhétorique enflammée officiellement utilisée. Il semble que des actions de formation soient menées avec des « conseillers » de la Brigade al-Qods ; des armes sont fournies clandestinement. Des éléments du Hezbollah libanais auraient été également envoyés. Mais il s'agit d'actions modestes et discrètes, surtout comparées à l'intervention spectaculaire de l'Arabie saoudite. En fait le Yémen n'est pas une priorité pour l'Iran qui mobilise ses efforts sur le champ de bataille syrien autrement plus important pour lui. Mais, pratiquant une politique étrangère d'opportunité, il veut être présent, ne serait-ce que symboliquement, dans le conflit.

Quant aux Etats-Unis, mis devant le fait accompli, ils réagissent avec prudence et n'assurent que le service minimum : c'est un cas d'application de la doctrine du président Obama « *lead from behind* ». L'aide fournie à leur allié saoudien relève essentiellement du renseignement. Ils se refusent à s'engager dans un nouveau conflit au Moyen-Orient mais créent cependant une cellule de planification conjointe. Ils craignent que ce nouveau conflit ne perturbe la bonne application de l'accord nucléaire avec l'Iran et redonne un élan aux groupes djihadistes qui profitent de la confusion qui existe sur le terrain.

III/ UN AVENIR INCERTAIN.

Ainsi le pays est en guerre provoquant une situation humanitaire catastrophique, notamment dans les grandes villes soumises à un véritable blocus. Cette situation perdure dans un climat de grande indifférence de la Communauté internationale, préoccupée par d'autres conflits beaucoup plus graves et qui affectent plus sévèrement leur sécurité.

Sur le plan diplomatique, le processus est dans l'impasse. Les négociations initiées en 2014 à Genève par l'envoyé spécial des Nations unies, le Marocain Djamel Benamar, ont tourné court devant la position fermée des deux parties : l'Arabie saoudite demande le retrait préalable et inconditionnel des troupes Houthistes, tandis que ceux-ci demande l'arrêt sans condition des bombardements. L'Arabie saoudite a mis en cause l'envoyé spécial accusé de partialité. Son adjoint, le Mauritanien Ould Cheikh Ahmed, qui l'a remplacé n'a guère plus de succès. Les négociations qui reprises à Genève en décembre dernier, dont l'objectif était d'établir «un cessez le feu permanent et global, une amélioration de la situation humanitaire et un retour à une transition politique, pacifique et ordonnée», n'ont rien donné. On peut craindre que la grave crise qui oppose l'Arabie saoudite et l'Iran, à la suite de l'exécution du cheikh chiïte al-Nimr, n'achève de tuer un processus fragile.

Le bilan militaire de l'opération menée par l'Arabie saoudite n'est pas convaincant. Certes Aden, où les Houthistes, tribu du nord, se trouvaient au milieu d'une population qui lui était foncièrement hostile, a été repris par les forces gouvernementales ainsi que plusieurs provinces du Sud. Mais elles piétinent devant la ville de Taëz. Le conflit s'enlise tandis que l'influence des groupes djihadistes, al-Qaïda, et, de plus en plus Daech, se développe y compris dans l'agglomération d'Aden où la mixité qui existe à l'université est remise en cause par ces groupes radicaux.

Cet enlisement, voire cet échec par rapport aux ambitions, s'explique facilement. Il semble que l'Arabie saoudite, sous l'impulsion de son fougueux ministre de la Défense et vice-prince héritier, Mohamed Ben Salman, n'ait pas mesuré les risques pris. Elle a tout d'abord sous-estimé l'appui qu'elle pourrait recevoir des autres membres de la coalition. De fait même l'Egypte, pourtant fortement dépendante de l'argent saoudien, s'est récusée. Le Pakistan a pris ostensiblement ses distances. Or ce sont les deux seuls pays qui pouvaient fournir des troupes au sol valables et en nombre suffisant. On trouve au Yémen le même problème que celui qui existe pour lutter contre Daech en Irak et en Syrie : des frappes aériennes sans troupes au sol sont sans efficacité réelle.

Or les appuis politiques et militaires que l'Arabie saoudite peut trouver sur place sont rares. Les tribus yéménites ont toujours été très jalouses de leur indépendance. En outre l'opinion publique, tous courants confondus, est structurellement hostile à l'Arabie saoudite. Cette hostilité n'a fait que se renforcer avec l'importance des dommages collatéraux subis par la population civile. L'appui de la confédération des Hached n'est que partiel compte tenu du fait qu'une partie est zaïdite et qu'il existe des dissensions internes. L'appui le plus efficace pourrait être recherché auprès du parti al-Islah, émanation de frères musulmans. Mais l'Arabie saoudite et plus encore les E.A.U restent méfiants voire hostiles à leur égard, même si quelques gestes ont été faits dans leur direction. Quant aux appuis militaires locaux, les troupes

fidèles au président Mansour Hadi sont peu nombreuses et faiblement motivées. Les éléments armés les plus efficaces, Garde républicaine et forces spéciales, restent fidèles à l'ancien président Saleh, qui continue de soutenir la révolte houthiste, même si cette alliance peut apparaître contre nature. Les mercenaires recrutés par les Saoudiens et Emiratis en petit nombre sont rejetés par la population dont le plus souvent ils ne parlent pas la langue. Paradoxalement, le meilleur appui pour Ryad serait al-Qaïda, dont les combattants ne sont d'ailleurs pas visés par les frappes aériennes.

L'intervention militaire saoudienne et émiratie représente un élément supplémentaire de déstabilisation dans une région en plein chaos. Le Yémen a ainsi rejoint la liste des « Etats faillis » dont le nombre s'accroît régulièrement au Moyen-Orient comme en Afrique. Ce conflit peut avoir également des conséquences de politique intérieure en Arabie saoudite même. A l'évidence, cette guerre est celle du prince Mohamed ben Salman, vice-prince héritier et ministre de la défense, qui a engagé son pays dans cette aventure yéménite. Son échec probable pourrait compromettre ses chances de devenir un jour roi.

La nouvelle dégradation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran peut faire craindre que le champ de bataille où ces deux pays s'affrontent par procuration ne se pérennise, avec des phases de basse et de haute intensité, pour le plus grand dommage d'une population prise en otage des combats et pour le plus grand profit des groupes djihadistes qui y prospèrent.

Intervention faite dans le cadre de la conférence du 13 novembre 2015
«Terrorisme international et radicalisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord :
menaces, causes, conséquences»
(actualisée le 6 janvier 2016)

   www.dandurand.uqam.ca